

# **Loi sur l'organisation du gouvernement et de l'administration (LOGA)**

## **Modification du 7 octobre 2005**

---

*L'Assemblée fédérale de la Confédération suisse,  
vu le message du Conseil fédéral du 3 décembre 2004<sup>1</sup>,  
arrête:*

### **I**

La loi du 21 mars 1997 sur l'organisation du gouvernement et de l'administration<sup>2</sup> est modifiée comme suit:

*Titre précédant l'art. 61b*

## **Chapitre 2 Approbation des actes législatifs cantonaux**

*Art. 61b*

<sup>1</sup> Si une loi fédérale le prévoit, les cantons soumettent leurs lois et leurs ordonnances à l'approbation de la Confédération; l'approbation est une condition de validité.

<sup>2</sup> En l'absence de litige, l'approbation est donnée par les départements.

<sup>3</sup> En cas de litige, le Conseil fédéral tranche. Il peut aussi donner une approbation assortie d'une réserve.

*Titre précédant l'art. 61c*

## **Chapitre 3 Information sur les conventions passées par des cantons entre eux ou avec l'étranger**

*Art. 61c*      Devoir d'information

<sup>1</sup> Les cantons informent la Confédération des conventions qu'ils passent entre eux ou avec l'étranger. Ils informent la Confédération avant de conclure une convention

<sup>1</sup> FF 2004 6663

<sup>2</sup> RS 172.010

avec l'étranger. La Confédération et les cantons recherchent une solution consensuelle.

<sup>2</sup> L'obligation d'informer ne s'applique pas aux conventions:

- a. qui ont pour objet l'exécution de conventions dont la Confédération a déjà connaissance;
- b. qui s'adressent en priorité aux autorités ou qui règlent des questions techniques ou administratives.

#### *Art. 62* Procédure

<sup>1</sup> La Confédération informe le public dans la Feuille fédérale sur les conventions qui ont été portées à sa connaissance.

<sup>2</sup> Le département compétent examine si une convention n'est pas contraire au droit et aux intérêts de la Confédération. Il communique les conclusions de son examen aux cantons contractants dans les deux mois qui suivent la publication de l'information visée à l'al. 1. Les cantons qui ne sont pas partie à la convention signalent leurs éventuelles objections aux cantons contractants dans le même délai.

<sup>3</sup> En cas d'objection, le département ou les cantons tiers s'efforcent de trouver un accord à l'amiable avec les cantons contractants.

<sup>4</sup> Si aucun accord ne peut être trouvé, le Conseil fédéral et les cantons tiers peuvent déposer une réclamation devant l'Assemblée fédérale dans les six mois suivant la publication de l'information visée à l'al. 1.

*Titre précédant l'art. 62a*

### **Chapitre 4 Concentration des procédures d'élaboration des décisions**

*Titre précédant l'art. 62d*

### **Chapitre 5 Exonération fiscale et protection des biens de la Confédération**

*Titre précédant l'art. 62f*

### **Chapitre 6 Droit de domicile**

*Titre précédant l'art. 63*

### **Chapitre 7 Dispositions finales**

## II

La loi du 13 décembre 2002 sur le Parlement<sup>3</sup> est modifiée comme suit:

*Art. 74, al. 3*

<sup>3</sup> L'entrée en matière est acquise de plein droit pour les initiatives populaires, les budgets, les rapports de gestion, les comptes, la garantie des constitutions cantonales et les réclamations contre les conventions passées par des cantons entre eux ou avec l'étranger.

*Titre précédant l'art. 129a*

### **Chapitre 8 Procédure applicable au traitement des réclamations contre les conventions passées par des cantons entre eux ou avec l'étranger**

*Art. 129a*

<sup>1</sup> Si le Conseil fédéral dépose une réclamation contre une convention passée par des cantons entre eux ou avec l'étranger, il soumet à l'Assemblée fédérale un projet d'arrêté fédéral simple concernant l'approbation de la convention.

<sup>2</sup> Si un canton dépose une réclamation, la commission compétente du conseil prioritaire soumet à son propre conseil un projet d'arrêté fédéral simple concernant l'approbation de la convention.

## III

<sup>1</sup> La présente loi est sujette au référendum.

<sup>2</sup> Le Conseil fédéral fixe la date de l'entrée en vigueur.

Conseil des Etats, 7 octobre 2005

Le président: Bruno Frick  
Le secrétaire: Christoph Lanz

Conseil national, 7 octobre 2005

La présidente: Thérèse Meyer  
Le secrétaire: Christophe Thomann

Date de publication: 18 octobre 2005<sup>4</sup>

Délai référendaire: 26 janvier 2006

<sup>3</sup> RS 171.10

<sup>4</sup> FF 2005 5589



## Loi fédérale sur l'organisation du gouvernement et de l'administration (LOGA)

In	Bundesblatt
Dans	Feuille fédérale
In	Foglio federale
Jahr	2005
Année	
Anno	
Band	1
Volume	
Volume	
Heft	41
Cahier	
Numero	
Geschäftsnummer	---
Numéro d'affaire	
Numero dell'oggetto	
Datum	18.10.2005
Date	
Data	
Seite	5589-5592
Page	
Pagina	
Ref. No	10 138 989

Die elektronischen Daten der Schweizerischen Bundeskanzlei wurden durch das Schweizerische Bundesarchiv übernommen.

Les données électroniques de la Chancellerie fédérale suisse ont été reprises par les Archives fédérales suisses.

I dati elettronici della Cancelleria federale svizzera sono stati ripresi dall'Archivio federale svizzero.